

Déclaration de Rabat

« Vers de nouvelles stratégies de développement pour le monde Arabe »

La connaissance a toujours joué un rôle central dans le développement. Pour relever les défis considérables auxquels ils ont à faire face, et particulièrement le besoin de créer des emplois en grand nombre et d'établir des économies plus productives, les pays arabes devraient s'engager dans des stratégies de développement fondées sur l'économie de la connaissance et l'innovation. Ceci est la principale question examinée dans le rapport : « **Transformer les économies arabes : la voie de la connaissance et de l'innovation** », préparé par le Centre pour l'Intégration en Méditerranée (CMI), avec la Banque mondiale, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) et l'Organisation islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture (ISESCO), et objet principal de la discussion de la conférence à haut niveau, tenue les 4 et 5 juin 2013, au siège permanent de l'ISESCO à Rabat, Maroc, sous le thème : « **Transformer les économies arabes : la voie de la connaissance et de l'innovation** ».

Dans ce contexte, nous, les participants à la Conférence à haut niveau, représentant différents pays du monde arabe ainsi que des institutions internationales et régionales, déclarons que:

- Les pays du monde arabe doivent sortir des approches conventionnelles et développer de nouvelles stratégies pour s'adapter à une économie mondiale qui change rapidement. Si des pays – de petite taille comme la Finlande et Singapour, de taille moyenne comme la Malaisie et la Corée, et grands comme le Brésil, la Chine et l'Inde – sont capables de tirer parti de la puissance du changement technique, alors les pays du monde arabe peuvent aussi le faire.
- Créer des emplois implique d'investir dans des secteurs à haut contenu en connaissance et de s'engager résolument dans le développement d'économies plus productives, plus compétitives et plus durables. Un effort soutenu dans l'économie fondée sur la connaissance devrait à long terme être une importante source d'emplois nouveaux dans le monde arabe, à condition que les marchés du travail fonctionnent mieux et que les qualifications soient plus adaptées aux besoins.
- Au cours de la décennie passée, certains pays arabes se sont engagés dans la voie de l'économie de la connaissance, élevant la qualité des ressources humaines, grâce à l'amélioration de leurs systèmes éducatifs, et accroissant ainsi la capacité d'absorption des nouvelles technologies et savoir faire (comme la Jordanie et la Tunisie), investissant dans les infrastructures et les réseaux des TIC pour se connecter à l'économie mondiale (comme les pays du CCG), construisant des structures de soutien à l'innovation (Liban), et améliorant la gouvernance et le climat des affaires (Maroc).
- La qualité du régime économique et institutionnel est cruciale. Une gouvernance médiocre est le plus grand obstacle au développement économique et social en général, et à celui fondé sur l'économie de la connaissance et l'innovation en particulier.
- Une stratégie cohérente requiert une approche intégrée avec des réformes dans une série de domaines clés: la mise en place d'économies plus ouvertes et plus entrepreneuriales, la préparation d'une population mieux éduquée et plus qualifiée, y compris en tirant meilleur parti des talents des femmes, l'amélioration des capacités d'innovation et de recherche, et l'expansion des technologies de l'information et des télécommunications et de leurs applications.
- Les gouvernements devraient également mettre en place des conditions appropriées pour le développement de secteurs déterminés (qu'ils soient traditionnels comme l'agro-alimentaire, les textiles, ou les produits chimiques, ou nouveaux comme les TIC, un tourisme à haute valeur ajoutée, ou les médias), et de sites innovateurs, sources de nouvelles activités ou emplois.
- Pour aller de l'avant efficacement, il faut une vision, une forte coordination au sommet du gouvernement, et une approche participative pour mobiliser la population dans l'appui aux réformes, avec des consultations et des engagements de toutes les parties prenantes du secteur privé

et de la société civile, y compris des milieux académiques, des 'think tanks' et, particulièrement importants, des médias.

- Les membres de la diaspora constituent des agents de changement très utiles pour catalyser les mouvements, notamment ceux qui possèdent des qualifications élevées et peuvent apporter des soutiens techniques, financiers et commerciaux.
- Des processus plus vigoureux d'intégration au sein du monde arabe et en Méditerranée accéléreraient les évolutions nécessaires.

Reconnaissant l'importance de ces transformations majeures, nous, représentants de divers gouvernements, du secteur privé et de la société civile déclarons qu'il est nécessaire de:

- **Susciter une plus grande prise de conscience des enjeux** non seulement en sensibilisant les parties prenantes à haut niveau dans les sphères publiques et privées dans le monde arabe, mais aussi en élargissant le dialogue pour y inclure la société civile, les jeunes et les médias;
- **Faciliter des échanges continus** sur les types de stratégies d'économie de la connaissance qui sont mises en œuvre par les pays de la région et ailleurs dans le monde;
- **Créer un réseau de partenaires dans le monde arabe** qui peuvent se consulter sur les voies de l'économie de la connaissance, partager leurs expériences et expertises, suivre les efforts nationaux, encourager les initiatives régionales, et, si besoin est, aider dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des activités et des projets en la matière;
- **Renforcer la coopération horizontale et verticale** dans le domaine de l'économie de la connaissance au sein de la région MENA;
- **Coordonner les plans et initiatives dans la région afin d'assurer plus de cohérence entre les projets;**
- **Promouvoir, protéger et renforcer les savoirs traditionnels** comme partie intégrante de l'économie de la connaissance et impliquer, à cette fin, toutes les populations dans le développement économique et social;
- **Rassembler les organisations internationales et régionales pour travailler de manière concrète avec les pays du monde arabe** à travers diverses modalités: appuis techniques, préparation de notes stratégiques, plateformes de développement de capacités;
- **Stimuler l'innovation et le développement à travers plus d'intégration et plus de collaboration régionale**, particulièrement dans l'espace Euro-méditerranéen;
- **Mobiliser les médias** pour publiciser activement les initiatives locales, nationales, et régionales, notamment les réussites, pour sensibiliser les populations et engendrer un dialogue entre parties prenantes;
- **Travailler avec les organisations internationales**, y compris l'ISESCO et d'autres organisations, et utiliser le CMI pour échanger sur des solutions qui ont fait leurs preuves, afin de faire progresser l'agenda.

Nous, en tant qu'individus, organisations et représentants des pays:

- **Nous engageons à travailler sur des projets concrets** dans des domaines comme l'éducation, la recherche, l'innovation et la société de l'information, pour montrer les bénéfices tangibles d'une telle approche proactive, par opposition aux politiques conventionnelles;
- **Réaffirmons l'intérêt d'organiser un Sommet d'Etat des leaders du monde arabe** dans les deux années à venir, qui conduirait à la formulation d'un agenda commun pour l'économie de la connaissance et de l'innovation dans la région;
- **Invitons l'ISESCO, le CMI, la Banque mondiale et d'autres organisations partenaires à travailler ensemble pour rendre cette initiative possible** et utile pour le monde arabe, en réalisant des diagnostics pour identifier des opportunités inexploitées, des moyens de contourner les obstacles, et des bonnes pratiques pour atteindre une meilleure intégration.
- **Remercions l'ISESCO et son Directeur général, Dr Abdulaziz Othman Altwajri, pour tous les**

efforts accomplis pour organiser et accueillir cette conférence et diffuser ce rapport important et opportun.

Rabat, 5 juin 2013